

REVUE DE PRESSE Mercredi 20 septembre 2017



Le chiffre 20%

Alzheimer arrive en deuxième position des maladies qui font le plus peur aux Français (20% des réponses), derrière le cancer (38%) et à égalité avec l'accident vasculaire cérébral, selon un sondage publié hier dans La Croix à l'occasion de la Journée mondiale Alzheimer de jeudi. 49% des Français connaissent au moins une personne atteinte et 66% ont peur d'être un jour eux-mêmes touchés par cette maladie neurodégénérative. Le nombre de malades d'Alzheimer est estimé entre 800.000 et 1,2 million en France.

L'histoire

Ménard allonge sa liste de polémiques

Jean-Marc MONBEIG im.monbeig@charentelibre.fr

our oser, il ose, Robert Ménard. Maître dans l'art de la provocation. Élu maire de Béziers en 2014 avec le soutien du Front National, il pourra inscrire sur son bilan de mandat : «Roi de la polémique», «provocateur» ou «sens de la formule choc». Sa dernière initiative s'intitule «L'État étrangle nos communes.» Sur les affiches placardées dans Béziers, une association osée entre la baisse des dotations de l'État et les violences conjugales. «Cette affiche est scandaleuse. Elle exalte la violence et la haine» a réagi le préfet de l'Hérault, Pierre Pouëssel. «Elle contient tous les ingrédients d'un populisme de caniveau cultivé sans vergogne».

Polémique sur fond de guerre d'Algérie

A mi-mandat, Robert Ménard n'en est pas à son coup d'essai.

 A peine élu, il impose un couvre-feu aux moins de 13 ans «qui ne pourront plus circuler seuls de 23h à 6h.»



- Février 2015: il décide d'armer sa police municipale. L'annonce est faire par une affiche montrant un pistolet au-dessus du slogan: «Désormais la police municipale a un nouvel ami.»
- Mars 2015: il supprime la rue du «19 Mars 1962», date de la fin de la guerre d'Algérie, au profit du commandant Hélie-de-Saint-Marc, officier dont le nom est associé au putsch des généraux en 1961.
- Octobre 2015 : le maire veut interdire l'ouverture de nouveaux kebabs dans le centre historique de Béziers. Il se justifie ainsi:

- «Ces commerces ne sont pas dans notre culture, dans notre tradition judéochrétienne.»
- Mai 2015: dans le journal municipal, six pages sont consacrées au fichage des musulmans et aux résultats de la police municipale face «aux voyous.»

Robert Ménard dévoile en même temps le pourcentage du nombre d'enfants de confession musulmane dans les écoles de la ville. «Je sais que je n'ai pas le droit, mais on le fait (...) Les prénoms disent les confessions.»

 Noël 2015: comme depuis plusieurs années déjà, des musulmans de Béziers protègent l'église de la ville, initiative symbolique d'une volonté de favoriser les rapprochements interreligieux. Réaction de Robert Ménard: «Depuis quand ces pyromanes protègent des incendies?»

Retoqué par le tribunal administratif de Montpellier quand il a voulu créer une «garde biterroise», sorte de milice censée regrouper des volontaires patrouillant dans les rues de Béziers, Robert Ménard repart en campagne par sa dernière affiche. Le #CaFaitMal inséré à côté de la chevelure blonde tombe il est vrai à point nommé.

99 La phrase

«Une seule Charentes avec un s? Le sujet n'est pas tabou. C'est prématuré, mais je dis pourquoi pas.»

François BONNEAU, président du Département

Alors que les assemblées départementales de Charente et Charente-Maritime se réunissent lundi à Saintes pour une session exceptionnelle commune, François Bonneau n'hésite pas à envisager un avenir commun avec le voisin maritime. «Plus les ressources seront rares, plus nous devrons envisager de mutualiser des choses. Mais avant d'en arriver là, il faudra que la population s'exprime sur le sujet», estime le président du conseil départemental de la Charente. En attendant de ne faire qu'un, un jour peut-être, les deux collectivités appelleront lundi d'une même voix à l'accélération du dossier de l'électrification de la ligne TER Angoulême-Royan. Un dossier qui s'enlise quand, en 2012, et Bussereau et Boutant rêvaient de voir le TGV en gares de Cognac, Saintes et Royan dès 2019/2020. Depuis? Pas grand-chose. «Nous allons aussi envisager de mutualiser certaines fonctions et des interventions comme sur l'archéologie ou la lecture publique. Nous envisageons aussi de faire des achats groupés», indique François Bonneau.

Loi travail: une deuxième manif demain, avec FO cette fois

ls avaient été plus de 2 000 mardi 12 septembre. En grand nombre dans les rues d'Angoulême le matin, un peu moins le soir à Cognac, mais tous autant déterminés à faire barrage contre les ordonnances du président de la République. Les militants de la CGT, de la FSU et de l'union Solidaires sont toujours vent debout contre la «loi travail XXL», contre «le plafonnement des dommages et intérêts en cas de licenciement, la primauté de l'accord d'entreprise sur les conventions collectives, l'instauration des référendums d'entreprise, l'affaiblissement des organisations syndicales». Ils le rediront dans la rue au cours d'une nouvelle manifestation demain à partir de 10 heures à Angoulême et en soirée à Cognac.

Comme la semaine dernière, l'intersyndicale appelle en parallèle à la grève. Le top départ de la manif départementale sera donné de la gare d'Angoulême et le cortège se rassemblera à midi devant l'hôtel de ville pour un nouveau «pique-nique revendicatif». Temps de parole qu'avaient saisi mardi passé plusieurs salariés en contrat aidé pour alerter sur leur condition après les annonces gouvernementales en la matière.

«Les choses seront plus nettes»

À noter que FO, le grand absent de la manif de la semaine dernière, sera cette fois de la partie. Le syndicat, dont la confédération nationale n'appelle toujours pas au rassemblement ni à la grève malgré une opposition sur le fond, a décidé à l'échelle départementale de se joindre au mouvement sans ambiguïté. «Nos différentes sections se sont exprimées en ce sens, justifie Patrick Gardin, le numéro un de l'organisation en Charente. Pour nos militants, les ordonnances ne sont pas en faveur d'une amélioration des conditions de travail. La confédération laisse les fédérations libres de l'exprimer comme elles l'entendent. La semaine dernière, nous n'appelions pas au mouvement mais pas mal de nos adhérents étaient déjà dans le cortège. Les choses seront cette fois plus nettes.» Le conseil national de FO, jeudi 28 et vendredi 29 septembre, devrait clarifier le discours officiel du syndicat et unifier la méthode d'action.

Pompiers et chercheurs s'allient contre les feux d'alcool

Le Service départemental d'incendie et de secours et l'université de Poitiers ont signé hier une convention de partenariat autour du plateau de feu d'alcool bientôt construit à Jarnac.

Amandine COGNARD a cognard@charentelibre fr

e plateau d'entraînement au feu d'alcool qui verra le jour à Jarnac en 2019 ou 2020 n'intéresse pas que les pompiers et les maisons de Cognac. Les chercheurs de l'université de Poitiers, de l'École nationale supérieure de mécanique et d'aéronautique (Ensma) et du CNRS ont signé hier une convention de partenariat avec le Service d'incendie et de secours (Sdis) de la Charente pour profiter eux aussi de cette infrastructure unique en France, qui sera adossée au centre de secours et à l'école du feu de la Charente.

Des données précieuses pour la recherche

«On connaît plutôt bien les feux d'hydrocarbures, mais les feux d'alcool ont été très peu étudiés jusqu'à maintenant, même au niveau international, décrit Thomas Rogaume, professeur à l'Institut des risques industriels assurantiels et financiers (Iriaf), de l'université de Poitiers, et chercheur à l'institut Pprime. Grâce à ce partenariat, nous allons pouvoir installer du matériel scientifique sur ce plateau pendant les exercices effectués par les pompiers. Cela va



Le président du Sdis 16, Jérôme Sourisseau, et le président de l'université de Politiers, Yves Jean, ont signé une convention de partenariat en présence de Thomas Rogaume, chercheur, qui aura la charge des recherches sur les feux d'alcool.

Photo Majid Bouzzi

nous permettre de mieux comprendre comment ça s'enflamme, comment ce type de feu se propage, mais aussi jusqu'à quelle température ils peuvent monter, quels flux de chaleur sont échangés...» Des données précieuses qui pourront, à terme, «permettre d'évaluer à quelle distance les sapeurs doivent rester, quelles lances doivent être utilisées, comment se comporter, comment piloter une opération. Mais aussi comment mieux prévenir ces feux en amont», explique le chercheur, spécialiste de la sécurité incendie, qui diffusera les résultats dans des congrès et des publications, qui serviront dans le monde entier. «Ce sera un vrai plus pour nous, se réjouit le colonel Moine, directeur du Sdis de la Charente. Nous, on maîtrise le côté opérationnel et la sécurité de ce futur lieu de formaOn paye des primes d'assurances très élevées. On espère les faire baisser et gagner ainsi en compétitivité.

tion, mais nous étions limités sur la recherche et le développement. Il y a plein de données qu'on ne maîtrise pas au niveau théorique, ce n'est pas notre métier.»

Les maisons de cognac, qui inves-tissent 1,2 million d'euros dans ce projet de plateau de feu d'alcool, voient d'un très bon œil cette ass ciation de compétences techniques et théoriques autour du pro-jet. «On paye des primes d'assu-rances très élevées à cause de ce risque de feu d'alcool, affirme Patrice Pinet, président du syndicat des maisons de cognac, présent hier au Sdis. Si on réussit, en alliant tous ces moyens et compétences, à montrer que, dans notre région, un maximum de protection est mis en place et que les se cours savent lutter efficacement contre ce type d'incendie, alors ces primes baisseront peut-être. Ou au moins n'augmenteront plus. Ce qui renforcerait notre compétitivité économique», assure-t-il.

Une perspective d'économie sur laquelle le président de l'université de Poitiers, Yves Jean, n'a pas hésité à rebondir pour suggérer aux maisons de cognac de mettre encore un peu la main à la poche pour «financer, pendant trois ans, un doctorant qui pourrait être présent à temps plein sur le site de Jarnac».

Fac de médecine: «Votre défi, c'est de réussir»

Yves Jean, président de l'Université de Poitiers, a inauguré hier la première année de médecine de La Couronne. Et prévenu la promo: si les taux de réussite ne sont pas bons, l'aventure s'arrêtera.

Stéphane URBAJTEL s.urbajtel@charentelibre.fr

a première promo de la nouvelle faculté de médecine de La Couronne a déjà la pression: hier, Yves Jean, le président de l'université de Poitiers, venu en Charente pour donner le coup d'envoi officiel de la nouvelle formation -une semaine après la rentrée- a interpellé la centaine de jeunes charentais inscrits dans la filière: «Vous avez un défi: celui de réussir. Si le taux est beaucoup plus faible ici qu'à Poitiers au terme de nos trois ans de contrat, nous ne renouvellerons pas l'expérience».

«L'ambition, c'est un taux de réussite au-delà de 20%», espère Philippe Mocellin, ex-directeur général des services à la mairie d'Angoulême, l'un des architectes de l'ombre de la mise en place de cette première année de médecine. «Je n'exclus pas qu'ici vous réussissiez mieux qu'à Poitiers», envisage Pascal Roblot, le doyen



Au micro, Yves Jean. Les élus et le préfet étaient aussi là hier.

us et le préfet étalent aussi là hier. Photo Renaud Joubert

de la faculté de médecine, persuadé qu'évoluer au sein d'un «petit groupe» (une centaine d'étudiants charentais) peut constituer un réel avantage pour tirer son épingle du jeu.

«Pas de pression, soyez cool. Cool!», a temporisé le préfet, Pierre N'Gahane, le dernier des intervenants à la tribune.

Selon Yves Jean, la mise en place de cette première année de médecine en Charente et l'engagement de tous les partenaires aux côtés de l'université -à l'origine, c'est la Ville d'Angoulême qui a lancé le processus-, le démontre de manière éclatante: le site de La Couronne est un maillon essentiel de la faculté de Poitiers. Un «campus» à part entière.

«Il v a une véritable volonté de renforcer l'offre de formation en Charente», appuie le président de l'Université qui rappelle un chiffre: l'antenne charentaise c'est 10 millions d'euros injectés pour faire vivre les formations sur le territoire. Yves Jean confirme au passage le prochain défi d'importance sur le site: celui d'accueillir l'Espe, l'École supérieure du professorat et de l'éducation (-ex-Institut de formation des maîtres) installé depuis longtemps à Angoulême. «D'ici trois ans, elle aura rejoint La Couronne».

- Cet été, la végétation a explosé dans la zone commerciale Mas-de-la-Cour-Bellevue
- Les enseignes râlent, l'aménageur pointe un prestataire et promet de faire mieux.

L'herbe qui ne fait pas rire les commerçants

Marc BALTZER m.baltzer@charentelibre.fr

e loin, on dirait une casse à l'ancienne, avec ses rangées d'autos cernées de terrains vagues luxuriants et de voies d'accès mangées par les mauvaises herbes. Il faut s'approcher pour distinguer la concession Peugeot du Mas-de-la-Cour-Bellevue, à Châteaubernard, toute propre et moderne. Mais dont les abords écornent l'image, ce qui fait râler le patron, Xavier Fredon. «Je suis très surpris par l'environnement des concessions dans cette zone et particulièrement par l'entretien des espaces verts, grince le directeur de Clara Automobiles, la société qui représente la marque au lion. Lorsqu'on reçoit des invités, ce n'est pas acceptable de leur montrer ça.»

Des difficultés à remplir la zone

Comme lui, les patrons installés dans la zone d'aménagement concertée (ZAC) ont vu pousser luzerne et herbes folles durant l'été, le long des routes et des giratoires. Dans une apparente anarchie, alors que le projet prévoyait un aménagement certes champêtre, mais entretenu. Par l'aménageur Territoires Charente, en l'occurrence, en charge de cette tâche jusqu'à la reprise de la zone par la communauté d'agglomération, en 2020 au



Les plantes décoratives ont un peu trop poussé au bord des routes durant la belle saison.

Photo Marc Baltzer

plus tard. «Moi non plus, ça ne me satisfait pas, je vous rassure, tranche Cécile Barreau-Marcelle, qui s'occupe de la ZAC au sein de la société d'économie mixte Territoires Charente, dont les principaux actionnaires sont le Pôle image et le Groupe caisse des dépôts. Ce n'est pas le niveau d'intervention que nous attendions du prestataire.»

Un prestataire dont elle ne donnera pas le nom «pour ne pas l'accabler», mais dont la mission va s'achever en fin d'année, alors qu'elle aurait pu être renouvelée. Sur le terrain, dès le mois prochain, une nouvelle société va prendre le relais afin d'améliorer le service. En tout cas, «c'est quelque chose qui est en cours de validation», promet Cécile Barreau-Marcelle, qui appelle à «également évoquer ce qui va bien» dans la ZAC.

«Les réverbères solaires sont jolis, des efforts sont faits, c'est incontestable, abonde le P-DG de Mr Bricolage, Thierry Blosse. Le défaut d'entretien des espaces verts a été gênant, mais je comprends la situation. C'est compliqué, dans une période de transition, de tout maîtriser. Nous pâtissons davantage d'autres problèmes.» Comme «la difficulté à remplir la zone», où, pour l'instant, 60 % des espaces cessibles sont vendus. «J'ai au-

Photo Marc Baltz

Ce n'est pas le niveau d'intervention que nous attendions du prestataire.

Le pont va sortir des cartons

La communauté d'agglomération de Grand Cognac avait annoncé, cet été, des nouvelles à la rentrée, concernant l'idée de construire un pont entre la partie Bellevue de la ZAC et la zone d'Auchan. Rien d'officiel encore, mais l'établissement intercommunal est en train de peaufiner son plan

d'investissement pluriannuel. Et le projet de pont ne sera pas oublié, affirme le président de la communauté, Michel Gourinchas. Ce passage permettrait de désenclaver la pointe de la zone de Bellevue (entre Mr Bricolage, Peugeot et la route nationale) et favoriser l'installation de nouvelles enseignes. jourd'hui des pistes pour 5 à 10 % supplémentaires, annonce Cécile Barreau-Marcelle, plutôt rassurante sur la situation, compte tenu d'un contexte économique moins porteur que prévu il y a quelques années. C'est un point sur lequel on travaille et qui nous parât prioritaire, par rapport à la question des espaces verts, même si nous y faisons attention également.»
D'autant que pour ce qui concerne les herbes folles, l'hiver devrait régler le problème naturellement.

Saint-Brice: les comptes sont bons

Lundi, lors du conseil municipal, le maire a fait état d'une capacité d'auto-financement retrouvée pour la commune. A sa grande joie.

a commune a restauré sa capacité d'autofinancement.» Constat de Jean-Claude Tessendier, maire, concernant le rapport de la commune de Saint-Brice, daté du 2 août dernier, destiné à la chambre régionale des comptes.

Ce dernier en a fait part avec un certain contentement à ses élus réunis lundi soir lors du conseil municipal de rentrée. «Grâce à l'augmentation des impôts réalisée en 2016, la recette fiscale avoisine les 8000 €, et les avoirs de la trésorerie municipale les 150 000 €», indique avec joie le premier magistrat qui n'a pas manqué de rappeler pour l'occasion l'état des finances pour le moins exsangues, trouvé à son arrivée en 2014. Parmi les autres

points principaux à l'ordre du jour, il est à relever la modification du règlement du conseil municipal. «Compte tenu de certains événements survenus lors de conseils municipaux précédents, j'ai cru bon de devoir en changer les statuts», a dit le maire, lisant quelques nouveaux articles parmi lesquels ne figurait pas en revanche «la notion de débat, trop peu approfondie, et qui mériterait justement qu'on s'y attarde davantage», a tenu à souligner l'élue Sylvette Rouby.

Emploi. Le maire a annoncé la création de deux postes d'adjoints techniques à la Ville. Ils sont en fonction depuis hier, l'un d'eux est affecté aux écoles, l'autre aux espaces verts.

Sécurité routière. La vitesse sur certains axes de la commune est jugée, «excessive concernant des joueurs de golf», a désigné Jean-Claude Tessendier. «J'ai averti officiellement le Golf du cognac de ce problème récurrent dans la traversée de La Maurie.» En conséquence, deux «stops» seront posés aux intersections de la route principale avec l'impasse du Marceau et avec le chemin des Côtes. Cimetière. La question de l'achat d'emplacements par des personnes ne résidant pas sur la commune a été évoquée. Il a été statué sur la possibilité de se procurer une sépulture à deux places, sur deux niveaux superposés.

Jacques DESCHAMPS

Macron se pose en anti-Trump

Le président français s'est opposé clairement à son homologue américain sur plusieurs sujets-clés, dont l'Iran et le climat.

S'exprimant comme Donald Trump pour la première fois dans l'hémicycle des 193 États membres des Nations unies, Emmanuel Macron s'est lui fait le chantre d'un «multilatéralisme» plus efficace, s'opposant clairement à plusieurs positions de son homologue américain.

Devant l'Assemblée générale de l'ONU, improvisant parfois, le président français a réaffirmé ses convictions sur la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat, suscitant des applaudissements, et sur une solution non militaire contre la Corée du Nord.

Il a aussi soutenu fortement l'accord nucléaire avec l'Iran. Défaire cet accord serait «une lourde erreur» et saper l'accord de Paris menace la planète, selon lui.

Pourtant le président français veut

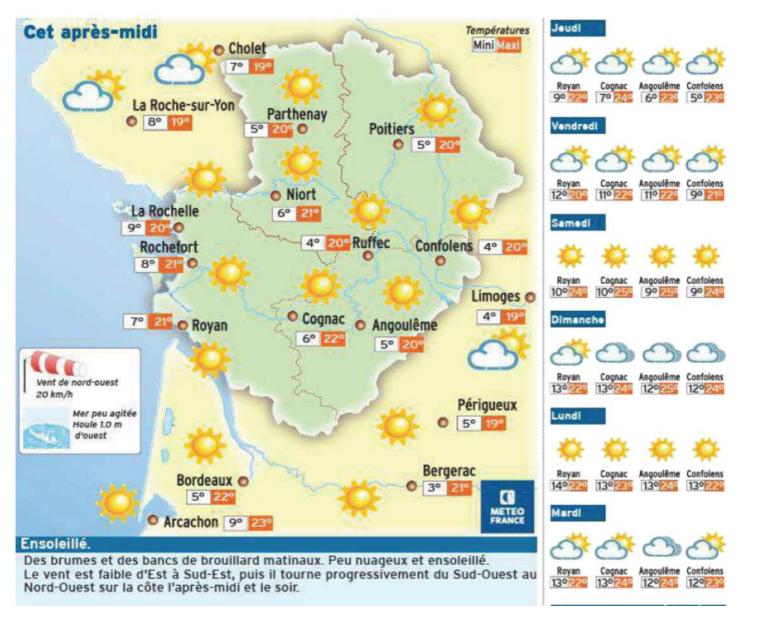
croire qu'il pourra à terme convaincre Donald Trump en «partageant nos désaccords». «Cette méthode sera efficace dans la durée», a-t-il dit devant la presse.

Comme pour la France et l'Europe, le président français a indiqué hier vouloir réformer l'ONU pour la «réinventer». Mais il s'est borné dans son discours à rappeler son désir d'une ONU plus efficace, y compris en surveillant mieux l'affectation de l'aide au développement, «Nous avons besoin de sortir de nos bureaux. Nous avons besoin d'un Conseil de sécurité qui puisse prendre des décisions efficaces et ne pas être enfermé dans un droit de veto quand des atrocités de masses sont commises», a-t-il dit. Il a réclamé que l'ONU «porte les voix oubliées» des réfugiés et des opprimés. «Notre sécurité, c'est

leur sécurité», a-t-il conclu en réclamant un «multilatéralisme fort».

Dans son approche, le président français revendique le pragmatisme en credo. A une journaliste qui lui reprochait de ne pas réclamer le départ du dirigeant syrien Bachar el-Assad, tout en demandant son jugement pour crime, il a expliqué que sa position n'était pas contradictoire mais «pragmatique» et «plus sophistiquée» qu'une position de principe inefficace.

Sa prochaine ambition, relancer la machine Europe: la semaine prochaine, il présentera à ses partenaires européens une feuille de route sur dix ans pour «refonder» l'Union européenne en proposant «une Europe à plusieurs formats», avec un ministre et un Parlement de la zone euro.



Opération sauvetage d es centres-villes

AMÉNAGEMENT Des centaines d'élus ont écrit au président de la République pour faire de la redynamisation des centres-villes la Grande cause nationale en 2018

NICOLASCÉSAR n.cesar@sudouest.fr

l faut arrêter le massacre !», là ((che Patrick Vignal, député de l'Hérault (LREM) et président de Centreville en mouvement. Il y a quelques jours, cette association fondée en 2005, qui réunit plusieurs centaines d'élus, a envoyé un courrier à Emmanuel Macron tirant la sonnette d'alarme sur la « désertification rapide» des centres villes en lui deman-dant d'en faire la Grande cause natio-

Le problème est bien connu, mais s'accélère avec le phénomène de métropolisation, de concentration des emplois et des habitants autour des grandes villes. Aujourd'hui, 60% des centresvilles ont un taux devacance commerciale supérieur à 10 %. En 2001, ils n'étaient que 10 % . . Seules quinze villes résistent : de grandes agglomérations, comme Lyon, Bordeaux ou Toulouse, des villes riches telles que Compiègne, et des villes touristiques comme Biamitzou La Rochelle.

Lemal: la grande distribution

Montée en puissance des achats sur Internet, problèmes de stationnement, multiplication des rues piétonnes, fiscalité et loyers trop élevés : les causes de la désertification des centres villes sont multiples. Mais, selon Centreville en mouvement, le problème est avant tout lié à l'explosion des grands centres commerciaux en périphérie. L'an demier, le volume des surfaces commerciales a encore augmenté de 22% en France, et dans 90% des cas, elles se situaient hors des villes.

Un développement qui se fait aux dépens du petit commerce de centreville. Ainsi, en juin 2014, une étude de Procos, la fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé, estimait qu'avec l'avènement de tous les projets au Pays basque et dans le sud des Landes (lire ci-dessous), l'emprise de marché du centreville de Bayonne ris-

«Il faut

un "plan

ouverte

au Front

(Patrick

Vignal)

national »

c'est la porte

quait de décliner de 25%, et celle du cœur de l'agglomération Marshall"sur quoise de 16% le sujet, sinon

Pour y remé-dier, Centreville en mouvement réclame un moratoire d'un an sur les extensions des zones commerciales. Proposition reprise, sans en avoir

connaissance, lundi par Alain Rous-set, le président de la Région Nou-velle-Aquitaine, qui propose de met-tre à disposition des fonds pour aider les commerces de centres villes à se revitaliser.« Un commerce de centreville crée deux fois plus d'emplois que la grande distribution », justifie t-il.

Bien sûr, un moratoire ne suffira pas. L'association réclame au gouvernement un « plan Marshall » sur le sujet, « sinon c'est la porte ouverte au Front national », insiste Patrick Vignal. Un plan qui permettrait, entre autres, de pouvoir contrôler davantage l'installation des boutiques. À condition que les élus résistent davantage au lobbying des grandes surfaces...En outre, pour faciliter la rénovation d'immeubles anciens, Centreville en mouvement suggère que certaines contraintes urbanistiques soient «allégées » afin d'en diminuer le coût. Dans le même sens, elle réclame des baisses ciblées de fiscalité et des prêts à taux zéro pour inciter les particuliers et professionnels à acheter en centreville.

« Les évolutions sociétales nous sont favorables. Les nouvelles générations préfèrent acheter des produits locaux et vivre en ville», met en avant l'élu. Selon une étude récente de CSA, 73 % des Français se rendent au moins une fois par semaine dans leur centreville. Et, 65% des 18-24 ans s'y disent attachés

Inventer la ville du futur

Plus globalement, il s'agit de construire une nouvelle politique d'amé nagement du territoire, en rupture avec le modèle d'étalement urbainpavillon avec un grand jardin-que la France a trop longtemps entrete nu. Ainsi, à La Réole, à 80 km de Bordeaux, Bruno Marty, le maire, a décidé en 2012 de fermer plusieurs zones à l'urbanisation aux alentours et de concentrer ses moyens sur les aménagements urbains et les animations culturelles en centreville pour enrayer la perte d'attractivité et de population.

Au final, sa commune est passée de 4 138 à 4490 habitants en cinquns. Se sentant souvent trop seuls face à ces problématiques complexes, les

élus peuvent s'appuyer dans la région sur l'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine pour le portage financier, l'appui technique et juridique de ces opérations. Ainsi, il aide actuellement Cognac à investir 6 millions d'euros dans son centreville, au

moment où le maire a décidé de fermer 20 hectares de zones à urbani-

Emmanuel Macron a promis de prendre le problème à bras-le-corps et a annoncé qu'il allait mettre en place, avec la Caisse des dépôts, une

agence chargée des centres-villes. Mais sa capacité financière et ses domaines d'intervention sont encore flous, « Politiquement, ce ne sera pas payant à court terme. Mais, c'est un devoir au regard des générations futures», martèle Patrick Vignal.

Six centres-villes sur dix (ici Langon) ont un taux de vacance commerciale supérieur à 10 %, contre un sur dix en 2001.

PHOTO STÉPHANE LARTIGUE/« SUD OUEST »

La côte basque, un cas d'école

La région de Bayonne offre un exemple flagrant du développe ment sans bride des périphéries commerciales. Ces deux dernières années. l'offre, déià importante, a littéralement explosé. Ikea a ouvert en 2015 un magasin. Un an plus tard était inaugurée, sur 42 000 m², la galerie attenante au géant du meuble : Ametzondo shopping. Dans le même temps, l'historique centre commercial BAB 2 ripostait avec une extension de 8 000 m2. Et l'offre pléthorique sur le bassin de vie pourrait être encore étoffée puisque le projet des Allées Shopping, à Ondres, n'est officiellement pas abandonné. Ses



L'offre commerciale a explosé autour de Bayonne.

promoteurs veulent aménager plus 50 000 m². Si tous les proiets en cours étaient menés à leur terme, la surface commerciale du secteur pourrait dépasser les 400 000 m². Selon la Fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé, il faudrait un accroissement démographique de l'ordre de 200 000 habitants pour assurer la pérennité de tous ces commerces. L'Insee table sur 35 000 d'ici 2020 dans l'agglomération bayonnaise. P. P.

3 QUESTIONS À...

Ariella Masboungi Grand prix de l'urbanisme 2016

Pourquoi peine-t-on autant àsortirdu modèle de l'étalement urbainenFrance?

La France est un grand pays rural, où il y a beaucoup de place. Dans les pays nordiques, les villes sont plus denses, car les élus ont des contraintes d'espace qui les amènent à être plus vertueux. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire privilégier le développement durable et être champions d'Europe des centres commerciaux tout en continuant à bâtir des maisons sur de grands terrains.

Quelestlemodèled'aménage-mentidéal?

Ce sont des centralités le long des transports en commun. Pour piloter ces projets complexes, nous avons besoin de maires visionnaires comme Juppé à Bordeaux, Ay-



rault à Nantes, qui n'ont pas peur de ne pas être réélus. Le bon centre-ville, c'est celui où on a envie de s'asseoir, avec un espace public, qui favorise la mixité sociale. Mais la France doit rester un pays rural et sanctifier l'agriculture, comme en Suisse, où il est inscrit dans la loi que le pays doit être autonome sur le plan alimentaire. À l'inverse, la métropole de Marseille n'a que trois jours d'autonomie alimentaire. Surtout, l'imperméabilisation des sols accroît les risques d'inondations lors d'événements climatiques. Ceci étant, repenser

la ville ne doit pas se faire sur le thème de la peur. Le développe-ment durable ne doit pas être une punition. Les gens doivent en percevoir l'impact sur leur bien-être. Par ailleurs, l'essor actuel du télétravail et des lieux de coworking est l'occasion de faire émerger des centralités périphériques.

Comment lutter contre la flambée desprixen métropole?

D'abord en se battant contre le Airbnb institutionnalisé. Ensuite en développant le logement social. À Berlin, c'est ce qui a permis de garder les jeunes générations. D'autre part, les villes doivent mener des politiques foncières. À Birmingham, le maire a implanté des centres commerciaux en centreville et les a interdits en périphérie. Ceci étant, les mêmes recettes ne marcheront pas partout. Pour réussir, les élus doivent avant tout travailler de manière concertée avec la population, ainsi que des urbanistes, des sociologues...

Recueilli par N.C.

Les « petits maires » planchent

PAYS BASQUE

L'Association des petites villes de France organise ses assises demain et après-demain à Irun

Vendredi à 9 h 15, atelier N° 2: « Revitalisation des centres-villes, comment agir. » Au moment d'établir le programme de ses assises, qui débutent demain, l'Association des petites villes de France (APVF) pouvait difficilement esquiver une question au centre des préoccupations de ses membres (1).

Plusieurs d'entre eux plancheront donc sur le sujet dans une salle du centre de congrès Ficoba d'Irun, à 300 mètres de la frontière francaise. Ils tenteront d'envisager des solutions : « Les élus savent que ce genre de problématique ne peut s'aborder sous un prisme unique, remarque André Robert, délégué général de l'APVF. Il faut retrouver un aménagement équilibré entre petites villes et grandes agglomérations. Ces dernières ne peuvent plus vampiriser l'emploi et l'économie comme cela peut être le cas depuis plusieurs années.»

Faire son autocritique

Selon lui, il s'agit aussi « de prendre les bonnes décisions. Les maires ne peuvent faire l'économie d'une autocritique, notamment en ce qui concerne le commerce. Ce sont eux qui ont accueilli à bras ouverts les grandes surfaces à la lisière de leurs villes.»

De la cohésion territoriale, en somme. Le secrétaire d'État Julien Denormandie qui ouvrira les tra-



André Robert, délégué général de l'Association des petites villes de France. PHOTO DR

vaux demain après-midi ne parlera sans doute pas d'autre chose. Mais plus que de la parole, ses auditeurs espèrent surtout du nouveau gouvernement qu'il passe aux actes: « La dernière baisse triennale des dotations de fonctionnement nous a fait très mal, poursuit André Robert. On nous annonce une année blanche avant encore 13 milliards d'euros d'économie d'ici à la fin du quinquennat. C'est inquiétant. D'autant que s'y ajoutent la baisse des contrats aidés, qui touche plus fortement les petites villes, puis la suppression de la taxe d'habitation.»

L'argent, seul nerf de la guerre lorsque l'on parle aménagement du territoire? « Les gouvernements successifs nous demandent de nous serrer la ceinture en permanence, de rogner sur les dépenses de fonctionnement, répond Kotte Ecenarro, maire d'Hendaye, qui en quatre ans a vu sa dotation globale de fonctionnement passer de 2,6 à 1,2 million d'euros. Nous avons gratté jusqu'à l'os. Aujourd'hui, c'est sur les investissements que nous économisons. Notamment pour nos centres-villes. Je trouve malvenu de nous expliquer que nous gérons mal nos communes. Nous, nous ne pouvons pas nous permettre de présenter un budget en déficit.»

« Une prise de conscience »

Manque de logements, disparition des services publics, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité : tels sont les symptômes identifiés de la mort lente des centres-villes. Lente, mais pas inéluctable selon le délégué général de l'APVF : « Il y a, me semble-t-il, une prise de conscience. J'en tiens pour preuve la possible création d'une Agence nationale de la cohésion territoriale. Des élus, comme le sénateur gersois Raymond Vall, travaillent sur la réciprocité entre grandes agglomérations et les plus petites villes en périphé-

Et le représentant de l'association de conclure : « Les statistiques le montrent : les gens veulent revenir habiter dans des villes à taille humaine. Il est bon aussi de rappeler qu'aujourd'hui, nos communes rassemblent environ 20 millions d'habitants. Un tiers de la population française.»

Fabien Jans

(1)L'APVFrassemble 1 100 communes de 2 500 à 25 000 habitants.

Comment Périgueux veut rester attractive



dans le centre de Périgueux.

PHOTO ARCHIVES I-C SOUNALET/4 SO x

DORDOGNE La ville-préfecture mise sur un cadre agréable et un calendrier d'animations très dense

Et si tout n'était pas perdu pour les centres-villes? La relative bonne santé des artères commerçantes de Périgueux, chef-lieu de la Dordogne, tend à montrer qu'il n'y a pas de fatalité

Nichée au cœur d'une vaste agglomération de 100 000 habitants, la ville de 30 000 àmes n'est pourtant pas épargnée par la concurrence des zones commerciales. En témoigne la spectaculaire extension du déjà puissant pôle de la Feuilleraie, à l'est de la ville, qui se concrétisera en novembre par l'ouverture de 27 nouveaux commerces, dont la chaîne de vêtements H & M.

Des commerces de bouche

Si Périgueux s'en sort mieux que d'autres villes de taille moyenne, c'est sans doute parce qu'elle compte encore une grande diversité de commerces, de surcroit majoritairement tenus par des indépendants.

Là où ailleurs banques et assurances ont massivement cannibalisé les baux commerciaux des centres-villes, la cité des Pétrucores a ceci de précieux qu'elle abrite encore des commerces de bouche en nombre suffisant. « Pas besoin de prendre sa voiture pour aller en périphérie remplir son panier. On a des bouchers, des poissonniers, des boulangers ou encore des pâtissiers sur place », résume Guillaume Bideux, le président de l'Office du commerce et de l'artisanat (Ocap) de Périgueux.

À cet appétissant tableau vient s'ajouter le cadre, agréable, d'une ville qui a enfin pris conscience de son potentiel architectural et touris tique. Tandis qu'un nouveau règlement a fait éclore des terrasses un peu partout dans le centre, les récents aménagements de rues et places devront servir à booster les achats en ville. « Faire ses courses dans le centre de Périgueux, c'estallier le plaisir de faire les boutiques et celui de profiter d'un bel environnement architectural et urbain », plaide le maire, Antoine Audi.

Animations tous azimuts

La municipalité n'a jamais autant misé sur le pouvoir d'attraction des animations. À chaque saison, sa fète populaire, de Mimos, le festival du mime estival, aux Vintage days, le weekend au parfum des sixties de début septembre en passant par le Salon international du livre goumand, le marché de Noël et Péri'Meuh, célébration rabelaisienne et automnale du Périgord agricole.

Cette floraison d'évênements, qui a valu à Antoine Audi d'être caricaturé en « président de comité des fètes », serait l'une des clés du succès. « Tous ces rendez-vous font venir beaucoup de monde en centre-ville, constate le dirigeant de l'Ocap. Audelà de la population locale, il y a ces gens qui viennent spécialement à Périgueux pour une manifestation et qui en profitent pour découvrir notre centre-ville ».

Même le patron des supermarchès Leclerc de l'agglomération a montré son intérèt pour le centre de Périgueux en rachetant l'an dernier, à la surprise générale, la plus grosse librairie de la ville. Ville qui n'en a d'ailleurs pas terminé avec son développement commercial. Un «village» de 25 magasins répartis sur trois étages est bien parti pour voir le jour en 2019 sur les boulevarts.

Émilie Delpevrat

La croissance fait baisser le déficit

BUDGET Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a annoncé viser les 2,9 % en 2017 et 2,6 % en 2018

Une bulle d'air qui tombe à pic pour le budget 2018 : le gouvernement a revu hier à la hausse ses objectifs de réduction du déficit, à la faveur du regain de croissance...et malgré des économies moins importantes qu'attendu. « En 2017, nous visons 2,9% de déficit public. En 2018, nous visons 2,6% », a annoncé le ministre de l'Économie Bruno Le Maire sur France 2.

Les précédentes prévisions, publiées en juillet lors du débat d'orientation budgétaire, tablaient sur un déficit de 3% du produit intérieur brut (PIB) cette année et de 2,7% l'an prochain.

Le gouvernement, qui présentera le 27 septembre son projet de budget pour 2018, chargé de concilier le respect des règles budgétaires européennes et les baisses d'impôts, a relevé sa prévision de croissance pour 2017 de 1,6 % à 1,7 %.

Cette amélioration, synonyme de rentrées fiscales plus importantes que prévu, notamment en matière de TVA, est « conforme au consensus des économistes », a justifié le ministère de l'Économie.

16 milliards d'économies

Le gouvernement, qui a insisté durant l'été sur sa volonté de lutter contre l'« addiction française à la dépense publique », a toutefois revu à la baisse son objectif d'économies pour l'an prochain, de 20 à 16 milliards d'euros. Selon Bercy, le niveau des dépenses publiques atteindra



Pour Bruno Le Maire, la France a un « niveau de dépenses excessif ». PHOTO AFP

ainsi 53,9 % du PIB en 2018 contre 54,6% aujourd'hui, soit une baisse de 0,7 point.

L'intérêt scientifique pour l'école du feu

JARNAC Outil unique dans le monde sur les feux d'alcool, cette école sera aussi utilisée par l'Université de Poitiers pour ses recherches

MARIE FAUVEL m.fauvel@sudouest.fr

Le n'a pas encore vu l'ombre de sa première pierre (programmée pour début décembre) que, déjà, l'école du feu de Jarnac attise toutes les convoitises. Outil unique dans le domaine des feux d'alcool, elle affiche désormais un triple objectif. Le dernier, celui de la recherche, s'est vu concrétiser, hier, par la signature, au Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) de la Charente, d'une convention avec l'Université de Poitiers. Retour sur l'histoire d'une école bien pensée.

Son premier but, à l'essence même de sa création, est la formation des sapeurs-pompiers, volontaires ou professionnels. Au-delà de la Charente, les Sdis de la Charente-Maritime, du Calvados et du Gers se sont montrés vivement intéressés, confrontés, dans une moindre mesure, à ces feux d'alcool.

Un projet à 8,4 millions d'euros Le deuxième intérêt de ce plateau

technique est pour la filière cognac, qui a participé à hauteur d'1,2 mil-



Les présidents de l'université de Poitiers et du Service départemental d'incendie et de secours lors de la signature. A.L.

lion d'euros sur les 8,4 millions d'euros du projet global. Ici, toutes les entreprises pourront former leurs personnels et prévenir des risques dans leurs usines, chais et autres distilleries. Le troisième volet, celui pour lequel tous les acteurs étaient réunis hier, est donc scientifique. Il est peut-être celui qui sera le plus porteur, à l'échelle internationale.

Les chercheurs en combustion du laboratoire P', sous la tutelle de l'université de Poitiers, du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et de l'Ensma (École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique), vont s'atteler à comprendre comment né et se propage un feu d'alcool. Des données qui n'ont jamais été collectées, faute d'exercice grandeur nature.

L'Iriaf (Institut des risques industriels, assurantiels et financiers) de l'université de Poitiers porte également un regard très attentif à ces recherches.

Paces inaugurée : l'exigence de résultats

CAMPUS DE LA COURONNE La première année commune aux études de santé a été inaugurée et les étudiants « invités à réussir »

HÉLÈNE RIETSCH h.rietsch@sudouest.fr

rande satisfaction des élus, de l'Université de Poitiers et du préfet, hier, au Centre universitaire de la Charente (CUC), à l'heure de l'inauguration de la Première année commune aux études de santé (Paces). Il y avait, devant la centaine d'étudiants réunie dans l'amphi, tous les partenaires qui ont rendu possible l'émergence de cette formation qui offre « les mêmes chances aux étudiants charentais qu'à ceux de Poitiers ».

« C'est un effort sans précédent de l'université de Poitiers à Angoulême, université déjà très présente en Charente avec 1500 étudiants dont 65 % d'étudiants du pôle image », a souligné Yves Jean, président de l'Université de Poitiers. Le quel a posé des conditions de résultats. « Si, dans les trois années qui viennent, nous enregistrons des résultats inférieurs à ceux de Poitiers, nous ne maintiendrons pas la Paces », a prévenu Yves Jean, tout en se disant optimiste. « On a réuni ici des conditions de travail excellentes. Aux étudiants de nous montrer que nous avons eu raison d'investir.»



Le président de l'université de Poitiers (entre le préfet et le maire) a posé, hier, des conditions de résultats. PHOTO ALIACAUD

Des étudiants qui bénéficient d'un tutorat indispensable, ce qu'a souligné le maire, Xavier Bonnefont, rappelant comment l'ancienne bibliothèque Saint-Martial a été « reconvertie » (150 000 euros d'investissement). Une centaine d'étudiants en deuxième année de médecine et de pharmacie de Poitiers s'y succède bénévolement, quatre fois par semaine (du mardi au vendredi, le lundi est consacré aux examens blancs), pour épauler

les premières années. « Un vrai défi face au vieillissement de la population», a souligné François Bonneau, président du Département. « Une belle victoire » saluée également par Jean-François Dauré, conseiller régional et président de l'Agglo qui a invité, à l'instar du préfet, les étudiants à savoir aussi se détendre, citant opportunément le prochain Festival électro Les Insolantes (29 et 30 septembre), attendu dans le campus de La Couronne.

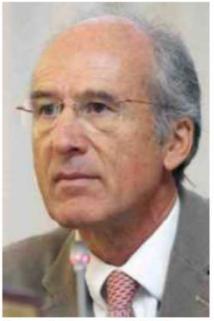
La rentrée de Bonneau

POLITIQUE François Bonneau, président du Conseil départemental, a évoqué hier les dossiers du moment

Très haut débit. « Le plan avance. Les entreprises doivent rendre leur copie courant octobre. Les quatre lots seront attribués avant la fin d'année. Les travaux débuteront dans le premier semestre 2018 », assure François Bonneau. Rappelons que ce plan à plus de 200 millions d'euros, porté par un nouveau syndicat mixte, Charente numérique, prévoit de déployer la fibre optique sur 321 communes rurales, soit 80 % du territoire, à l'horizon 2022.

Budget 2018. « Nous y travaillons. Les investissements y seront conséquents et productifs. Ils atteindront les 70 millions d'euros malgré un contexte financier incertain. Le gouvernement a annoncé que les aides aux collectivités locales baisseront de 13 milliards d'euros. Quand ? Comment ? Il y a, ici, une énorme source d'inquiétude », concède le président du Conseil départemental.

Avec la Charente-Maritime. Lundi prochain, les conseillers départementaux de Charente et de Charente-Maritime tiendront réunion commune, à Saintes. Cette session se veut éminemment symbolique, comme celle qui fut organisée, en novembre 2012, au château François-I^{er} à Cognac. À l'ordre du jour : l'électrification de la ligne ferro-



François Bonneau (DVD): « Le plan très haut débit avance. » PHOTO ANNELACAUD

viaire Angoulême - Saintes - Royan mais aussi la possible mutualisation entre les deux départements des services de la lecture publique et de l'archéologie.

Collèges. Quel(s) petit(s) établissement(s) de moins de 200 élèves le Département fermera-t-il? Romain-Rolland à Soyaux ou Michelle-Pallet à Angoulême? Les collèges de Montbron, Aigre, Roumazières, Montemboeuf, Champagne-Mouton, Villefagnan, et Baignes? « Rien n'est encore décidé», dit François Bonneau qui précise néanmoins que le Département présentera son « hypothèse de travail » après les vacances de la Toussaint.

Olivier Sararazin

Études supérieures : la Région « prête à investir »

CAMPUS DE LA COURONNE Gé-

rard Blanchard, vice-président du conseil régional, a fait savoir hier, lors de l'inauguration de la Paces (cidessus), que la Région était prête à investir dans l'enseignement supérieur en Charente. « Nous investirons plus de 5 000 euros dans la Paces. c'est certain », a assuré l'universitaire Gérard Blanchard. « Nous avons, en Nouvelle-Aquitaine, un taux de poursuite d'études qui se situe en decà de la moyenne nationale. Nous voulons lutter contre cela sans rien céder à la qualité », a ajouté l'élu régional évoquant le Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en cours d'élaboration. Dans la région, Pau accueille aussi cette année une première année de Paces, à l'instar du Centre universitaire de la Charente. Périgueux, Agen et Niort sont également intéressés.

LOISIRS

à

Sport : un certificat médical est-il obligatoire ?



Les organisateurs d'activités de sports de loisirs peuvent exiger des certificats médicaux pour participer à leurs activités. Ce n'est pas une obligation légale mais une condition liée aux assurances signées par ces organisateurs. Le certificat médical ne doit pas indiquer une aptitude générale au sport. Il doit certifier l'absence de contre-indication. PHOTO « 50 »

Le foot féminin prend un nouveau départ

SPORT L'UA Cognac fédère quatre clubs pour créer une filière. Les débuts, il y a un an, n'avaient pas convaincu

JONATHANGUÉRIN j.guerin@sudouest.fr

a scène a un air de déjàvu. Lundi soir, l'UA Cognac avait donné rendez-vous à quatre autres clubs pour lancer une Entente féminine jeunes. C'était déjà le cas il y a un an, toujours au stade Claude-Boué. Le 8 septembre 2016, ils étaient sept (Cognac, Châteaubernard, Javrezac, Merpins, Nercillac, Saint-Brice et Saint-Laurent) autour de la table.

En mars demier, « Sud Ouest » avait révélé les difficultés du projet : coût des licences pas harmonisé, difficulté à trouver des terrains, pas de maillot, un budget incertain. . . Gérard Seguin a reconnu, lundi, ces problèmes : « Il y a eu un faux départ, estime le président de l'UAC. Nous étions en plein déménagement. Je plaide coupable : nous n'étions pas en situation de s'occuper de ce dossier, lancé trop tôt. » L'équipe espère donc aller de l'avant: « On va faire en sorte que ça se passe mieux.», assure Stéphane Rousseau, en charge du projet à l'UAC.

Une trentaine de joueuses

Ainsi, les clubs sont ramenés à cinq, au lieu de sept : Cognac, Châteaubernard, Merpins et Saint-Brice. Lundi soir, une représentante de Javrezac est arrivée, à la surprise générale, pour ratifier l'accord. Signe que tout n'est peut-être pas encore tout à fait au point . . Ou que le projet attire...

En tout cas, à l'UAC, on montre son optimisme au moment de signer : « Dans la mesure où nous avons le plus de licenciés et les équipements les plus importants, nous devons être le club support, estime Gérard Seguin. S'il y a une collation à prévoir, ou un trajet en bus à prévoir, on portera la charge.»

Ainsi, les cinq clubs continuent d'exister, mais les joueuses de chaque ville sont regroupées au sein de cette entente. Pour l'heure, deux équipes à huit sont en création (U10/U13 et U14/U17). Au total, environ 25 joueuses sont prévues.

Et les choses sont plus concrètes qu'il y a un an. Déjà au niveau des tarifs: l'adhésion a été revue à un prix unique. Exit les variations de 45 à 150 euros en fonction du club d'origine. Tout le monde paiera 50 euros. Un maillot ainsi qu'un logo sont à l'étude pour fédérer cette filière féminine et « essayer d'avoir une identité commune », tandis que les terrains sont enfin réservés pour l'entraînement.

Des résultats escomptés

Le tout sous l'œil de Grand-Cognac. L'Agglo est en effet le propriétaire des terrains de Claude-Boué. « Si on avait un club féminin avec des résultats, ça pourrait avoir un effet d'entraîne ment», espère Gérard Faurie, vice-président de Grand-Cognac en charge des sports. En attendant, Gérard Seguin sait que «ce sera un long travail pour constituer devraies équipes de jeunes filles» : «Mais on va essayer de les convaincre de jouer entre elles. C'est de toute façon rentrée dans les mœurs. Il y a une vraie demande et nous sommes ravis de ce développe ment. Nous ne serons un grand club que lorsque la section féminine aura un bon niveau.»

Et si on dansait?

Le duo de professeurs de danse plein de peps formé par Quentin Delages et Carole Mordelles officie à la salle Sainte-Thérèse (ancienne chapelle située avenue de Barbezieux) tous les mardis soir. En effet, les membres de l'association Mille voltes virevoltent à nouveau au gré des taquineries de Quentin Delages.

Horaires : danse en ligne de 19 à 20 heures, danse de couple débutants de 20 à 21 heures et danseurs confirmés de 21 à 22 heures.

Tarifs: un cours 160 euros, deux cours 240 euros, trois cours 280 euros.

Contact: 0781821553.



Quentin Delages et Caroles Mordelles, les professeurs de danse.

PHOTO SANDRA BALIAN

416697

BLAYE (33) - RIOUX-MARTIN (16)

François et Bénédicte NAU,
Marie NAU et Christophe BILLETTE de VILLEMEUR,
Jean et Gilberte NAU,
Elisabeth NAU et François COURAULT,
Bertrand et Brigitte NAU,
Xavier et Marylis NAU,
Anne NAU et Dominique ADLER,
Etienne NAU et Marie-France LONGAUD,
Pierre et Geneviève NAU,
Marie-Thérèse NAU (†) et Laurent FERROU,
ses enfants;
ses vingt-cinq petits-enfants,
ses vingt-neuf arrière-petits-enfants
ont la tristesse de vous faire part du retour à Dieu de

Monique NAU,

née LAMARONNIÈRE.

survenu à Poitiers le 17 septembre 2017, dans sa 98° année,

Les obsèques auront lieu le samedi 23 septembre 2017, à 11 heures, en l'église Saint-Martial-de-Chalais (Charente). Elles seront suivies de l'inhumation dans le caveau familial à Rioux-Martin, où elle rejoindra son mari, Yves Nau, décédé le 4 février 2007, sa fille, Marie-Thérèse Nau, décédée le 6 août 2014, et sa sœur, Anne-Marie Lamaronnière, décédée le 5 octobre 2015. Si vous le souhaitez, plutôt que des fleurs ou des plaques, merci d'adresser vos dons aux Apprentis d'Auteuil ou à SOS Village d'enfants.